

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DS SMITH**

ZI du Pré de la Barre  
38440 Saint-Jean-De-Bournay

Références : 2025-TN1Is015  
Code AIOT : 0010400070

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement DS SMITH implanté ZI du Pré de la Barre 38440 Saint-Jean-de-Bournay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle vise à suivre l'avancement des non-conformités relevées lors des dernières inspections, ainsi qu'à faire un point sur la situation administrative du site et à vérifier le respect des prescriptions relatives aux moyens de rétention, aux émissions sonores et à l'entretien des réseaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH
- ZI du Pré de la Barre 38440 Saint-Jean-de-Bournay
- Code AIOT : 0010400070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société DS SMITH exploite depuis 1981 des activités de stockage de papier, transformation de papier carton et d'impression par flexographie sur la commune de Saint Jean de Bournay.

La capacité de production (boîtes en carton, cartons de déménagement, produits cartonnés pour l'agroalimentaire, etc,...) est de 250 tonnes de carton par jour. Le site dispose de 3 zones principales pour ses activités :

- des espaces dédiés aux stockages de matières premières (balles de papier) et produits finis ;
- une zone de fabrication de produits semi-finis ;
- une zone de transformation.

Le site appartient au groupe International Paper depuis début 2025. Le groupe est présent aux États-Unis et en Europe et emploie un total de 65000 personnes sur 400 sites.

Le site de Saint Jean de Bournay emploie 210 permanents et 35 intérimaires. Il fonctionne en 3x8 et est ouvert du lundi 5h au vendredi 19h, ou parfois jusqu'au samedi 1h. Trois salariés et un gardien sont toujours présents sur le site le w-e.

L'activité est régie par l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2016.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Point sur la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 1.2.1 et Arrêté ministériel du 15 avril 2010, article 2.3.2 et arrêté ministériel du 4 octobre 2010 article 49	Demande d'action corrective	1 mois
2	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 7.5.2 et 7.5.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, articles 4.3.11 et 7.5.4	Mise en demeure, respect de prescription,	6 mois
4	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/07/2023, article 10	Demande d'action corrective	6 mois
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 9.2.6.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 7.4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Entretien des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 4.2.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente une problématique importante sur les besoins en eaux d'extinction incendie, avec un volume nécessaire important du fait de l'absence de mur coupe feu 2h sur l'ensemble du site. Cela engendre également des besoins de rétention des eaux d'extinction incendie importants. Ces deux points ont été jugés non-conformes en 2018 et à nouveau en 2023 lors des inspections. Pour ces raisons, une mise en demeure est proposée à Mme la Préfète. Le site présente également des non-conformités sur la situation administrative, qui est mal connue de l'exploitant, les émissions sonores et l'entretien des rétentions des produits chimiques.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point sur la situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 1.2.1, Arrêté ministériel du 15 avril 2010, article 2.3.2 et arrêté ministériel du 4 octobre 2010 article 49

**Thème(s) :** Situation administrative, Tableau des activités

**Prescription contrôlée :**

#### ARTICLE 1.2.1. - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique ICPE	Désignation des activités	Substances et activités concernées Capacités projetées des installations	régime
2445-a	Transformation du papier, carton.	Une machine à onduler capacité de production de 250 tonnes/jour	A
2450-2-a	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique.	Quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est de 720kg/jour.	A
1530-2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôts de)	25 000 m <sup>3</sup> maximal.	E
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.	6 MW	DC
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés	Station GPL	DC
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de )	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant 5140 kg	NC

Arrêté ministériel du 15 avril 2010 :

#### 2.3.2. État des stocks

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.

**Arrêté ministériel du 4 octobre 2010**

Article 49

Création Arrêté du 28 février 2022 - art. 1

État des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

L'arrêté d'autorisation de l'installation date du 25 juillet 2016.

En 2018, l'exploitant a transmis une mise à jour de son étude de danger et de son étude d'impact faisant état d'un projet de modification du site ayant depuis été mise en œuvre.

Ces documents mis à jour indiquent des augmentations des volumes d'activité initialement autorisés par l'arrêté préfectoral :

- le volume de la rubrique 2445 serait passé de 250t/j à 300t/j
- le volume de la rubrique 1530 serait passé de 25000m<sup>3</sup> à 32000m<sup>3</sup>.

A noter que la rubrique 2445 a été modifiée ce qui implique que l'installation passe en régime E au titre de cette rubrique, le régime de l'Autorisation ayant été supprimé de la nomenclature.

La rubrique 1412 a été supprimée de la nomenclature. Elle est remplacée par la rubrique 4310.

Interrogé en inspection, l'exploitant ne sait pas quel est le volume actuel associé aux différentes activités du site. L'exploitant indiquera à l'inspection si ces augmentations de volume sont toujours d'actualité.

Il revient vers l'inspection avec le volume associé à chacune des activités du site.

L'exploitant dispose d'un plan des stocks mais pas d'un état des stocks. Il ne connaît pas le volume des matières combustibles et des produits dangereux présents sur son site.

Compte tenu du classement du site au titre de la rubrique 2450 – Imprimerie, l'exploitant devra justifier auprès de l'inspection que le site n'est pas classé au titre de la rubrique 1978.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant informe l'inspection des volumes de ses activités.

Il est rappelé à l'exploitant que l'activité du site est soumise à l'arrêté ministériel du 4 octobre

2010.

Il établit un état des stocks selon les exigences de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Il justifie auprès de l'inspection que l'activité de son site n'est pas soumise à la rubrique 1978.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Moyens de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 7.5.2 et 7.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

### ARTICLE 7.5.2. - RESSOURCES EN EAU

L'installation doit être équipée de moyens de lutte internes contre l'incendie appropriés aux risques, et a minima :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- de plans d'évacuation du site ;
- d'un plan ETARE établi avec les services du SDIS
- d'une équipe de seconde intervention
- de 233 extincteurs répartis à l'intérieur des locaux ainsi que sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'une réserve en eau de 800 m<sup>3</sup> pour le réseau sprinkler ;
- De 4 poteaux incendie situés à moins de 200 m de l'établissement avec un débit simultané de 2 poteaux de 110 m<sup>3</sup>/h.
- De 28 RIA disposés dans les bâtiments de production
- D'un système de sprinklage sur l'ensemble des bâtiments
- De 80 trappes de désenfumage automatique.

### ARTICLE 7.5.3. - ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les moyens de lutte contre l'incendie font l'objet de vérifications périodiques par un organisme qualifié au minimum une fois par an. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu à l'article 2.6.

L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement.

Constat de l'inspection du 26 novembre 2020 :

« L'exploitant doit achever la mise en conformité relative à la sécurité incendie conformément à l'échéancier transmis le 20/12/2019 soit notamment :

- avant fin 2020 pour effectuer la mise en service des nouvelles citernes souples de 800 m<sup>3</sup> et 1000 m<sup>3</sup>.
- avant mai 2021 pour l'installation du poteau incendie supplémentaire (réseau de 100 m<sup>3</sup>/h).
- avant mai 2022 pour l'installation de la réserve d'eau sous pression (cuve de 800 m<sup>3</sup> reliée à une motopompe diesel) et la réalisation du bassin d'écêtement. »

**Constats :**

L'inspection des moyens de défense incendie a porté sur les moyens de défense externes : poteaux incendie et réserves en eau.

Depuis la parution de l'Arrêté Préfectoral du site de 2016, le site a fait l'objet de modifications notifiées à l'inspection en 2018. Lors de l'inspection de 2019, il a été constaté qu'une révision des moyens de défense incendie du site était nécessaire, conformément à ce qui est indiqué dans un courrier du SDIS du 20 novembre 2018 demandant :

- 1300m<sup>3</sup>/h disponibles pendant 2h, soit 2600m<sup>3</sup>,
- Un tiers du besoin total sous pression, soit 800m<sup>3</sup>.

Une étude technico-économique a été demandée à l'exploitant en 2019 afin d'assurer la défense incendie du site.

Dans un échéancier transmis en 2019 par l'exploitant et mis à jour en 2020, ce dernier s'est engagé à mettre en place 2 citernes souples pour un volume total de 1800m<sup>3</sup>, un poteau incendie, et une réserve d'eau sous pression. Les travaux devaient avoir lieu de 2020 à 2022.

L'inspection de 2021 a permis de constater que deux citernes souples de 800m<sup>3</sup> et 1000m<sup>3</sup> avaient été mises en service, ainsi qu'un nouveau poteau incendie, sans que celui-ci n'ait été testé.

Il a alors été demandé à l'exploitant d'achever l'installation d'une réserve d'eau sous pression de 800m<sup>3</sup> d'ici à fin mai 2022 et de tester le débit de ses poteaux incendie en simultané.

À ce jour, la citerne sous pression de 800m<sup>3</sup> n'a toujours pas été mise en œuvre sur le site, et l'exploitant ne sait pas où la mettre. Il indique manquer de place sur son site et souhaiter acquérir des terrains autour de son site pour installer la réserve de 800m<sup>3</sup> ainsi que le bassin de rétention incendie sans bloquer de potentiels projets d'extension de son site. Cependant, le site est entouré de zones inondables ce qui rend difficile la mise en place d'une réserve d'eau ou d'un bassin. L'exploitant doit rencontrer la communauté de commune prochainement pour voir ce qu'il est possible de faire.

Le débit en simultané de 2 Poteaux Incendie a été mesuré le 3 janvier 2024 par la société SCUTUM INCENDIE.

Le débit en simultané des poteaux incendie mesuré est de 29m<sup>3</sup> et 34m<sup>3</sup> à 1bar, ce qui est inférieur aux 100m<sup>3</sup>/h demandés lors de l'inspection de 2020 et aux 110m<sup>3</sup>/h demandés dans l'arrêté préfectoral de 2016.

L'exploitant a confirmé (non conformité 2023) que le volume du sprinkler était de 700m<sup>3</sup> au lieu des 800m<sup>3</sup> demandés dans l'arrêté préfectoral de 2016. Il doit justifier auprès de l'inspection que ce volume est suffisant.

L'exploitant doit revenir vers l'inspection sous un mois avec un échéancier permettant la mise en conformité rapide de ses moyens de défense incendie, faute de quoi une mise en demeure sera proposée à Mme la Préfète sur les moyens de défense incendie.

Le dernier rapport de surveillance du sprinklage du 7/11/2024 de l'APSAD fait état de plusieurs non-conformités indiquées comme à lever rapidement :

- concernant la non transmission vers l'extérieur de la centrale d'alarme en période de fermeture du site : l'exploitant dit avoir demandé un devis pour un système de télésurveillance. Il n'a pas été vu en inspection. Il transmet le devis à l'inspection et la tient informée de l'installation du système de télésurveillance,
- concernant la présence de 3 bungalows et de plusieurs bennes à déchets à moins de 10m des bâtiments : l'exploitant a déplacé les bennes à déchets mais n'a pas trouvé de solution pour les bungalows qui doivent rester là où ils sont pour remplir leurs fonctions : bureau pour gérer les livraisons, la station de prétraitement des eaux et la zone de stockage des palettes. La présence de

<p>zones inondables l'empêche d'obtenir un permis de construire pour construire des bâtiments en dur,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exploitant est en attente d'un devis pour faire installer un rideau d'eau autour du stockage d'huiles,</li> <li>- les planchers pleins en bois ont été remplacés par des planchers ajourés,</li> <li>- une tête de sprinklage va être installée dans le couloir.</li> </ul> <p>Certaines non-conformités datent de 2019. L'exploitant doit faire en sorte de lever rapidement les non-conformités signalées dans les compte-rendus de vérification semestrielle de son système sprinkleur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet son calcul D9 relatif à ses moyens de défense incendie. Une mise à jour de l'arrêté préfectoral de 2016 devra être effectuée.</p> <p>L'exploitant transmet sous un mois un échéancier pour la mise en conformité de ses moyens de défense incendie. Passé ce délai et en l'absence d'échéancier, une mise en demeure sera proposée à Mme la Préfète sur les moyens de défense incendie.</p> <p>L'exploitant doit remettre son système de sprinklage en conformité au regard des non-conformités mentionnées dans les rapports de maintenance, certaines datant de 2019.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : Rétention des eaux d'extinction incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 4.3.11 et 7.5.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassins de rétentions des eaux d'extinction incendie</p>



## Prescription contrôlée :

### ARTICLE 4.3.11. - EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES (REJET 3 ET 4)

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Ces eaux devront transiter par deux dispositifs décanteur-déshuileur avant rejet au milieu naturel destinés à recueillir les eaux pluviales des zones du secteur 1 et 2 telles que définies dans le dossier initial.

Ceux ci seront mis en place au 31/12/2017

Deux bassins de rétention des eaux pluviales de 950 m<sup>3</sup> pour la zone 1 (25600m<sup>2</sup>) et 806m<sup>3</sup> pour la zone 2 (22000m<sup>2</sup>) sont mis en place sur le site à l'échéance précitée.

### ARTICLE 7.5.4. - CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur, dans le cadre de la mise en place des bassins de rétention des eaux pluviales telle que prévue à l'article 4/3.11.

Notice de danger de 2018 – p.32 :

« Incendie :

- Détection incendie
- Moyens internes d'extinction conformes aux règles FM Global : Extinction automatique par sprinkler, extincteurs, RIA, Poteaux incendie,
- Gestion d'un plan d'intervention avec les pompiers (plan ETARE)
- Rétention des eaux d'extinction d'incendie 3 300 + 3 200 m<sup>3</sup>. »

### Constats :

L'arrêté préfectoral du 25 juillet 2016 demande la présence de 2 bassins de rétention des eaux pluviales d'un volume de 950 et 806m<sup>3</sup> pouvant servir également à la rétention des eaux d'extinction incendie. Cependant, comme expliqué dans le point précédent, les modifications du site ont nécessité la révision des moyens d'extinction incendie, ce qui implique une mise à jour des moyens de rétention des eaux d'extinction incendie, comme précisé dans la notice de danger transmise par l'exploitant en 2018.

L'exploitant n'a pas transmis son document de calcul D9A à l'inspection pour justifier le nouveau volume de rétention des eaux d'extinction incendie nécessaire.

<p>A ce jour, aucun dispositif n'est prévu sur le site pour retenir les eaux d'extinction incendie. Un cours d'eau longe le site en limite sud-est ce qui présente un fort risque de pollution du cours d'eau en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant souhaite acquérir des parcelles afin de faire construire les bassins de rétention des eaux d'extinction incendie. Il a été ralenti par un projet d'aménagement de ZAC proposé par la Communauté de commune qui devait lui permettre d'avoir un bassin de rétention commun avec la ZAC et qui ne verra finalement jamais le jour.</p> <p>La possibilité d'acquérir des parcelles est rendue complexe par la présence des zones inondables. L'exploitant doit rencontrer la communauté de commune le lundi 26 mai pour discuter de l'acquisition de nouveaux terrains.</p> <p>Il doit trouver une solution rapidement pour la rétention de ses eaux d'extinction incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet les justificatifs de calcul du volume de rétention des eaux d'extinction incendie. Il trouve rapidement une solution pour la rétention de ses eaux d'extinction incendie.</p> <p>Cette thématique n'ayant pas avancé depuis la dernière inspection de 2023 et en raison de l'existence d'un fort risque de pollution du milieu naturel, il est proposé à Mme la Préfète de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 4 : Sécheresse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2023, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de sobriété hydrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 10 : RÈGLES PARTICULIÈRES CONCERNANT LES USAGES INDUSTRIELS COMMERCIAUX ET ARTISANAUX DONT LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</p> <p>Pour cette catégorie d'utilisateur, est considéré comme un usage économique de l'eau tout usage directement lié à l'activité exercée et indispensable aux procédés de production associés. Le présent article définit des règles particulières pour ces usages à l'exception de ceux identifiés en Annexe 1 auxquels sont associées des restrictions plus ciblées. Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à la consommation moyenne hebdomadaire « normale » représentative qui précède le franchissement du seuil d'alerte (en fonctionnement normal) ou, si inadapté, à la consommation moyenne hebdomadaire à période de production équivalente. Les mesures de réduction progressive chiffrée des consommations d'eau selon le niveau de gravité de sécheresse atteint sont définis en Annexe 1 et ne s'appliquent pas dans les cas suivants :</p> <p>Cas de prélèvements déjà réduits au minimum : Sont exemptés les établissements ICPE pouvant</p>

démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements ICPE veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH sera à mettre à jour a minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Les établissements non classés ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent au service de la DDT en charge de la sécheresse qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et transmettent à ce service un plan d'économie de leur consommation en eau argumenté permettant de le justifier. Ce plan d'économie doit faire apparaître les actions effectives et celles planifiées destinées à réduire la consommation en eau de façon progressive en lien avec les différents niveaux de gestion de la sécheresse. Les conditions sont précisées en Annexe 6. Et 4.2.2 de l'AP pour le plan des réseaux

#### **Constats :**

Les consommations du site depuis 2023 sont de : 2023 : 9869m<sup>3</sup>/an ; 2024 9768m<sup>3</sup>/h. L'exploitant espère pouvoir rendre ces niveaux de consommations pérennes et ainsi ne pas être concerné par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. Il est rappelé à l'exploitant que l'arrêté ministériel précité se base sur les **prélèvements** d'eau et non sur les **consommations** (eaux prélevées auxquelles on soustrait le volume rejeté directement ou indirectement dans le milieu naturel).

Le site reste soumis à l'arrêté cadre sécheresse du 10 juillet 2023 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département de l'Isère, hors Bièvre-Liers-Valloire, Est-Lyonnais et Galaure-Drôme des Collines car le site prélève plus de 7000m<sup>3</sup>/an d'eau.

Il a déclaré lors de l'inspection de 2023 avoir des prélèvements déjà réduits au minimum et être exemptés des mesures de restriction. Cependant l'inspection de 2023 avait conclu sur l'insuffisance du PSH du site pour pouvoir prétendre à une exemption des restrictions. L'exploitant n'a pas avancé sur son PSH depuis. Il n'a notamment pas de plan précis de ses réseaux.

Il ne peut donc pas prétendre à une exemption aux mesures de restrictions en cas de sécheresse.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son PSH s'il souhaite être exempté des mesures de restrictions en cas de sécheresse.

Il doit notamment disposer d'un plan précis de l'ensemble de ses réseaux d'alimentation et de rejets d'eau. (eau potable, eau souterraine, eaux usées, eaux incendie, eaux industrielles, ..)

#### **Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 5 : Bruit

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 9.2.6.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores

**Prescription contrôlée :**

### ARTICLE 6.2.1. - VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### ARTICLE 6.2.2. - NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	Périodes de jour Allant de 7h à 20h, (sauf dimanches et jours fériés)	Périodes de nuit Allant de 20h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1 dans les zones à émergence réglementée.

#### Article 9.2.6.1. Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée avant la fin de l'année 2016 puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

### Constats :

La dernière mesure de la situation acoustique a été réalisée le 21/11/2023 par ACOUSTB.

Le rapport montre une non-conformité au point PF1 le jour et la nuit : les émergences sont de 8dB(A) le jour pour une valeur limite de 5 et de 8,5dB(A) la nuit pour une valeur limite de 3. La mesure de bruit résiduel a été réalisée à l'arrière d'un mur au niveau du point PF1.

L'exploitant n'a jamais reçu de plainte des usagers qui se trouvent de ce côté du site. Il pense qu'il s'agit du bruit de l'alarme de la chaudière et pense pouvoir résoudre le problème en désactivant l'alarme.

L'exploitant a déjà reçu des plaintes d'une voisine qui se trouve au niveau du point PF8 : les mesures sont conformes au niveau de ce point, qu'il a ajouté à la suite de ses plaintes. Il pense qu'il s'agit de l'onduleuse. L'exploitant réfléchit à des solutions pour diminuer les émissions

sonores en ce point, bien que les mesures soient conformes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en place des actions pour que les mesures de la situation acoustique soient conformes à ce qui est imposé dans l'arrêté préfectoral de 2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etiquetage et rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>

#### **ARTICLE 7.4.2. - ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, et s'il y a lieu le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

#### **ARTICLE 7.4.3. - RÉTENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

Toute fissuration, déformation, dégradation d'une rétention fait l'objet d'une réparation immédiate et d'un signalement à l'inspection des installations classées.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### **ARTICLE 7.4.4. - RÉSERVOIRS**

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### **ARTICLE 7.4.5. - RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

#### **Constats :**

La visite sur site a permis de constater que l'ensemble des stockages de produits liquide se trouve sur rétention. L'exploitant a parfois mis en place des rétentions « déportées » qui sont communes à plusieurs produits. Il assure qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre les produits qui sont associés à une même rétention.

Le volume des rétentions n'a pas pu être vérifié car les fosses de rétention se trouvent sous les machines et ne sont pas complètement visibles. L'exploitant doit être en mesure de justifier le volume des fosses de rétention vis-à-vis du volume des liquides pour lesquels elles servent de rétention.

Les emplacements sur les bacs de rétention comportent le nom des produits pour éviter que 2 produits incompatibles se trouvent sur le même bac.

Les produits présents sur site sont bien étiquetés.

L'étanchéité des rétentions n'est pas vérifiable à tout moment car certaines rétentions en fosses se trouvent sous les machines et ne sont pas visibles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit être en mesure de justifier le volume des rétentions.  Il doit vérifier leur étanchéité régulièrement.  Ces deux points doivent faire l'objet d'une traçabilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Entretien des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2016, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <div> <b>ARTICLE 4.2.3. - ENTRETIEN ET SURVEILLANCE</b>  Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.  L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.  Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.  Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. </div>
<b>Constats :</b>  L'ensemble des réseaux d'eaux industrielles sont aériens. Plusieurs types d'eaux industrielles transitent dans les tuyaux : - les eaux encrées qui vont dans des fosses souterraines bétonnées, - les eaux de nettoyage des onduleuses (eaux avec des résidus de colle) qui vont dans un décanteur avant de partir à la station de la ville. Le décanteur est curé tous les 3 mois et les boues de colle partent en traitement en tant que déchets dangereux.  Les résidus d'encre sont évacués tous les mois.  Les réseaux sont aériens ce qui facilite la détection de fuite et ne présente pas de risque de pollution des sols.  Cependant, les fosses sont souterraines et présentent un risque de pollution des sols. L'exploitant dit qu'il vérifie leur état à chaque curage mais ne formalise pas ses observations dans un rapport.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit vérifier régulièrement le fond de ses fosses pour éviter des fuites et formaliser ses observations dans un rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois